

SERVICES PUBLICS : IL EST TEMPS DE CHANGER DE CAP !

A FRANCE TRAVAIL AUSSI !

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 29 SEPTEMBRE

Canicules, incendies, sécheresse... Les services publics ont été en première ligne. Pour affronter le dérèglement climatique et ses conséquences et répondre aux besoins sociaux nous avons besoin de davantage de prévention, de protection, d'accompagnement et de solidarité. **Pourtant, c'est le chemin inverse qui est emprunté depuis des années et le Projet de Loi de Finances (PLF) 2027 se prépare déjà sur fond d'extrême austérité pour tous : salariés, retraités, privés d'emploi, malades.**

A France Travail, l'austérité va encore s'accroître en 2027

En 2026 nous avons déjà subi : moins 515 ETP / près de 400 M€ en moins sur le budget de France Travail alloué par l'Etat (un désengagement de 1,16 milliard € depuis 4 ans) / plus de 400 M€ versés à la sous-traitance. Le PLF 2027 prévoit une baisse de 1,9 milliard€ pour la mission Travail et emploi. France Travail risque d'être le plus touché par ces baisses.

Au nom de « l'efficacité », les réorganisations se multiplient. Le rapport d'expertise DEGEST commandé par le CSEC confirme les alertes déjà pointées par la CGT : complexification du travail, incertitudes sur les métiers, affaiblissement des collectifs et augmentation des risques psychosociaux.

Le rapport parle d'une « rupture en forme d'onde de choc » sur le travail et le sens de nos métiers.

Et nos salaires ?

Publics comme privés, nous perdons du pouvoir d'achat depuis des années.

Gel du point d'indice, revalorisations insuffisantes face à l'inflation, versement de primes en lieu et place d'augmentations pérennes.

Et en 2026 : 0 € pour une augmentation générale !

Ce sont aussi nos missions qui se transforment !

Nos activités sont toujours plus externalisées, centralisées, standardisées.

L'IA et les algorithmes prennent une place croissante. Au moment où France Travail expérimente un outil de profilage algorithmique pour cibler les demandeurs d'emploi à contrôler, la CGT l'affirme :

Les chômeurs ne sont pas des fraudeurs !

Quel service public de l'emploi voulons-nous ?

Un service qui profile, contrôle et sanctionne toujours davantage ? Ou un service qui accueille, garantit les droits, indemnise, accompagne et forme, avec des agents disposant du temps et des moyens nécessaires ?

L'IA doit rester un simple outil, réellement au service de nos missions et des agents. Elle doit être évaluée, encadrée et maîtrisée, et ne pas servir à réduire les emplois, intensifier le travail ou déshumaniser la relation avec les usagers.

Il faut faire des économies... vraiment ?

On nous explique que la dette imposerait de réduire les dépenses publiques et sociales.

Pourtant, plus de 200 milliards € d'aides, exonérations et dispositifs fiscaux sont accordés aux entreprises chaque année, sans aucun contrôle ou exigence de contrepartie.

Ce sont des choix politiques assumés, pas une fatalité !

La CGT revendique

- ✓ Une augmentation générale des salaires immédiate,
- ✓ L'abrogation de la loi Plein emploi,
- ✓ Un service public de l'emploi répondant aux besoins des usagers et reconnaissant nos métiers,
- ✓ Un moratoire sur l'IA à France Travail et un accord garantissant la protection des agents et des usagers,
- ✓ La réinternalisation de l'ensemble de nos missions de service public,
- ✓ La sortie d'une logique de "retour sur investissement" qui individualise le travail, met les agents en concurrence et casse les collectifs.

Avec les personnels

**hospitaliers, les
pompiers, les
enseignants et
l'ensemble des**

**services publics,
toutes et tous en
grève et dans les
manifestations
le 29 septembre !**

→ **LE 29 SEPTEMBRE :**
POUR NOS SERVICES
PUBLICS ET
L'AUGMENTATION
DES SALAIRES
GRANDE JOURNÉE
DE GRÈVE ET DE
MANIFESTATIONS
INTERSYNDICALES
DES POMPIERS,
HOSPITALIERS,
ENSEIGNANT.ES ET
DE TOUTES CELLES ET
CEUX QUI ASSURENT
DES MISSIONS DE
SERVICES PUBLICS ←

